

BRÈVES HEBDOMADAIRES Russie

Une publication du SER de Moscou

Semaine du 10 novembre 2025
1 EUR = 94,19 RUB

SOMMAIRE

POLITIQUES SECTORIELLES.....2

Énergie.....2

Lukoil toujours à la recherche d'acquéreurs pour ses actifs à l'étranger.....2

Impact d'une potentielle interdiction britannique de services sur les livraisons de GNL russe.....2

Transport.....3

Baisse des expéditions de pétrole via la Route maritime du Nord.....3

Révision à la baisse de l'autonomie du futur avion russe MS-21.....3

Numérique.....4

Nouvelles restrictions sur les cartes SIM.....4

Restrictions d'Apple sur le logiciel russe de cybersécurité.....4

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES.....5

Sociétés étrangères.....5

Citibank quitte la Russie.....5

Violation des droits de propriété intellectuelle d'AstraZeneca et de Pfizer.....5

Confiscations.....6

Risque de nationalisation de la filiale russe d'UniCredit.....6

Joute institutionnelle au sujet des droits des actionnaires minoritaires.....6

Politiques sectorielles

Énergie

Lukoil toujours à la recherche d'acquéreurs pour ses actifs à l'étranger

Rbc, 14 novembre – Le premier groupe pétrolier privé russe Lukoil, dont la tentative de cession de ses actifs internationaux au négociant suisse Gunvor a échoué la semaine précédente faute d'accord du Trésor américain, continue de négocier avec plusieurs repreneurs potentiels pour leur céder tout ou partie de ses actifs à l'étranger. Les Etats-Unis, qui ont sanctionné ce groupe le 23 octobre, ont publié le 14 novembre une licence générale permettant les transactions nécessaires aux négociations pour le rachat de ces actifs jusqu'au 13 décembre, repoussant une date-butoir initialement fixée au 21 novembre. Plusieurs acquéreurs seraient intéressés par les actifs de Lukoil en dehors de Russie, dont des groupes américains (Carlyle, Chevron), kazakhstanais (KMG), azerbaïdjanaï (SOCAR), turc (Cengiz) et hongrois (MOL).

Impact d'une potentielle interdiction britannique de services sur les livraisons de GNL russe

Kommersant, 12 novembre – Si l'interdiction de services maritimes envisagée par le Royaume-Uni dans le courant de l'année 2026 devait se matérialiser, elle pourrait avoir un impact important sur la couverture assurantielle de protection et d'indemnisation (P&I) du site de Yamal LNG, qui représente les deux tiers des volumes de GNL russe à l'export. La flotte de méthaniers du site serait aujourd'hui couverte par le Club P&I britannique. Quelques observateurs craignent que passer à un assureur tiers ne réduise l'accès des navires de Yamal LNG à certains ports. Le site de Sakhaline-2, qui représente la quasi-totalité du troisième tiers des volumes de GNL russe à l'export, aurait commencé le 11 novembre à basculer certains de ses navires d'une couverture britannique à une couverture japonaise, tandis que d'autres seraient couverts par un assureur norvégien.

Transport

Baisse des expéditions de pétrole via la Route maritime du Nord

Kommersant, 11 novembre – Les livraisons de pétrole russe vers l'Asie via la Route maritime du Nord (RMN) ont diminué de 4,2 % lors de la navigation été-automne 2025 (avant que les eaux ne soient prises par la glace), à 1,83 Mt, alors que les autorités espéraient une nouvelle hausse après l'augmentation de 30 % observée en 2024. Selon le centre Gekon, le nombre de voyages est resté stable (18) mais leur origine a changé, les cargaisons provenant principalement d'Oust-Louga (44 % du total, contre 6 % un an plus tôt), de Mourmansk (42 %, contre 80 %), de Primorsk (11 %) et de la plateforme arctique Prirazlomnaïa (4 %). Les volumes ont été dirigés avant tout vers la Chine (1,3 Mt) et la Corée du Sud (0,2 Mt), tandis qu'une première livraison de 0,14 Mt de brut a été effectuée vers Brunei. Le poids d'Oust-Louga est associé à l'intérêt croissant des raffineurs chinois pour le brut russe de qualité Oural, soutenu par des décotes attractives cette année. Le manque de navires brise-glace devrait continuer à peser sur les volumes en 2026.

Révision à la baisse de l'autonomie du futur avion russe MS-21

Vedomosti, 11 novembre – L'United Aircraft Corporation (partie du conglomérat militaro-industriel Rostec) a actualisé en septembre 2025 les caractéristiques techniques du futur moyen-courrier russe MS-21 : la portée de la version MS-21-310 est désormais annoncée à 3 830 km contre 5 100 km auparavant, ce que des sources de l'industrie associent aux difficultés liées à la substitution des composants étrangers. S'éloignant des ambitions d'en faire un appareil dernier cri, Rostec présente désormais le MS21 comme un projet réaliste, rappelant que le cahier des charges initial de 2009 prévoyait 3 500 km avec 180 passagers. Cette autonomie reste suffisante pour couvrir plus de 80 % des liaisons intérieures russes (dont Moscou-Novossibirsk par exemple), mais elle exclut certains tronçons internationaux (vers l'Asie du Sud Est notamment) et domestiques (Irkoutsk, Oulan-Oudé). Initialement attendue en 2024, la production en série doit démarrer en 2026, avec une montée en cadence à 36 appareils annuels d'ici 2030. Aeroflot prévoit d'en exploiter jusqu'à 200 à l'horizon 2033.

Numérique

Nouvelles restrictions sur les cartes SIM

Kommersant, 10 novembre – Les opérateurs russes ont instauré depuis le 10 novembre une « période de refroidissement » bloquant pendant 24 heures les cartes SIM se reconnectant au réseau l'issue d'un séjour à l'étranger, ainsi que les cartes SIM restées inactives plus de 72 heures. Durant ce délai, les données mobiles et les SMS seront bloqués pendant 24h, à moins de compléter une vérification manuellement (captcha ou appel à un centre de services). Ces mesures sont jugées nécessaires afin de limiter l'utilisation de cartes SIM russes pour guider des drones à longue portée ukrainiens.

Restrictions d'Apple sur les logiciels russes de cybersécurité

Vedomosti, 10 novembre – La société américaine Apple a révoqué les certificats de signature utilisés par les développeurs russes de solutions DLP (Data Leakage Prevention) pour macOS, empêchant la mise à jour et la distribution officielle de ces applications. Sans certificat valide, macOS considère ces programmes comme non fiables : ils perdent l'accès aux fonctions systèmes nécessaires au contrôle des fichiers et du trafic, et leur installation sur de nouveaux appareils devient impossible. Les versions déjà déployées pourraient continuer de fonctionner un temps, mais sans correctifs de sécurité ni nouvelles fonctionnalités, ce qui fragilise l'infrastructure de protection des grandes organisations et des entités publiques. Apple avait déjà restreint l'accès des développeurs russes à l'Enterprise Program en février 2025, ce qui avait bloqué l'installation et la mise à jour des applications internes sur iOS et macOS. Selon les observateurs, cette mesure affaiblit l'intégrité des systèmes de protection internes et contraint les entreprises à recourir à des solutions non officielles, avec un impact sur la sécurité opérationnelle.

Environnement des affaires

Sociétés étrangères

Citibank quitte la Russie

Kommersant, 12 novembre – Le président russe a signé un décret autorisant le rachat de la division russe de Citigroup par la banque d'investissement russe Renaissance Capital (non sanctionnée, et contrôlée jusqu'en 2024 par le milliardaire russe Mikhaïl Prokhorov). Cette cession, si elle est validée par les autres régulateurs compétents, marquera la fin du processus de retrait de Russie pour Citigroup, qui avait déjà cédé à Uralsib Bank son portefeuille de prêts particuliers puis de cartes de crédit. Si le prix de vente n'a pas été divulgué, il est à peu près certain qu'une lourde décote ait été demandée (de l'ordre de 70% à 90% pour les dernières cessions de banques étrangères). Pour rappel, une autorisation présidentielle est nécessaire pour les transactions avec [45 banques étrangères](#) (dont Citibank). Au total, parmi celles-ci huit ont déjà été vendues.

Violation des droits de propriété intellectuelle d'AstraZeneca et de Pfizer

Rbc, 12 novembre ; *Forbes*, 14 novembre – La société pharmaceutique russe Axelfarm a obtenu la restauration d'un brevet pour un analogue d'un médicament produit par le groupe britannique AstraZeneca, dont la substance active est protégée par un brevet eurasien jusqu'en 2032. Il est possible qu'AstraZeneca conteste la décision devant la Cour suprême, mais cette dernière se distingue désormais par ses décisions fragilisant les droits de propriété. La même semaine, [Axelfarm a remporté au tribunal un litige contre le groupe Pfizer](#), qui s'était déroulé il y a près de deux ans autour du retrait d'un autre analogue. Le tribunal des droits de propriété intellectuelle a décidé qu'Axelfarm n'avait pas enfreint les règles de la concurrence et n'avait pas utilisé les brevets du titulaire du droit d'auteur — Pfizer — lors de la mise sur le marché d'un analogue du médicament de la société américaine Inlita (axitinib).

Confiscations

Craintes de nationalisation de la filiale russe d'UniCredit

Frankmedia, 13 novembre – Le dirigeant de la banque italienne UniCredit Andrea Orcel a évoqué le 13 novembre les risques croissants de nationalisation de sa filiale en Russie. Souhaitant éviter de commettre un impair qui permettrait aux autorités de confisquer cet actif (d'une valeur de 3,8 Md EUR), il relève que les restrictions de la banque centrale européenne réduisent l'importance de la banque pour les canaux de paiement de la Russie et en font donc une cible qui reste bien capitalisée mais dont les risques associés à une confiscation diminuent avec le temps. En cas de nationalisation de sa filiale russe, UniCredit entend obtenir une compensation partielle en saisissant 1,5 Md EUR de dépôts de sociétés russes gérées à Milan et Munich.

Joute institutionnelle au sujet des droits des actionnaires minoritaires

Forbes, 10 novembre – Les actionnaires minoritaires de l'usine de magnésium de Solikamsk, dont les titres ont été saisis au moment de la nationalisation de cette dernière il y a 3 ans, ont porté l'affaire devant la Cour suprême. Les nationalisations instamment demandées par le bureau du Procureur général impactent en effet les actionnaires majoritaires mais également les petits investisseurs minoritaires, dont la Banque centrale et la Bourse de Moscou souhaitent protéger les droits afin de ne pas fragiliser un marché russe des capitaux déjà insuffisamment développé. Les chances des actionnaires minoritaires d'annuler la saisie de leurs titres par l'Etat devant la Cour Suprême sont faibles, ce d'autant plus que le nouveau président de la Cour suprême est l'ancien Procureur général. Les dix derniers jugements dans des affaires de nationalisation ont tous été en faveur du parquet, l'un d'entre eux revenant même en octobre sur les quelques actifs que des investisseurs avaient réussi à défendre dans les instances inférieures (usine de machines-outils d'Ivanovo).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Moscou

Rédaction : Service économique régional de Moscou

Abonnez-vous : Moscou@dgtresor.gouv.fr